

# BTS BANQUE CONSEILLER DE CLIENTÈLE

## ÉPREUVE E5 ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE, JURIDIQUE ET ORGANISATIONNEL DE L'ACTIVITÉ BANCAIRE

SESSION 2023

Durée : 4 heures

Coefficient : 4

L'usage de la calculatrice ou autre matériel est interdit.

Aucun document autorisé.

Dès que le sujet vous est remis, assurez-vous qu'il est complet.

Le sujet se compose de 7 pages, numérotées de 1/7 à 7/7.

BTS BANQUE CONSEILLER DE CLIENTÈLE		Session 2023
Environnement économique, juridique et organisationnel de l'activité bancaire	Code 23BQE5ECO	Page 1/7

Après avoir pris connaissance des situations professionnelles présentées, il vous est demandé de traiter les questions ci-dessous et de terminer votre analyse par une note structurée et argumentée sous une forme rédigée.

### MISE EN SITUATION

**Vous venez de prendre vos fonctions dans une agence bancaire située dans un quartier périphérique d'une grande ville. Vous gérez un portefeuille grand public composé principalement d'employés et d'ouvriers aux revenus modestes. Dans un contexte inflationniste, vos clients sont inquiets. Ils vous interrogent souvent sur leur possibilité d'épargner compte tenu des taux d'intérêt actuels. Vous recherchez alors des éléments de réponse.**

**Dans cet environnement incertain, les ménages recherchent des solutions de placement. Vous recevez aujourd'hui un jeune actif qui souhaite épargner.**

À partir de l'annexe 1 et de vos connaissances :

1. Présenter les différentes formes d'épargne des ménages.
2. Citer les caractéristiques qui font du livret A un produit d'épargne réglementée.
3. Montrer l'intérêt de l'épargne réglementée pour chacun des agents économiques concernés.
4. Expliquer les raisons de l'augmentation du taux du livret A.

**Après avoir présenté à votre client les différentes formes d'épargne réglementée, ce dernier semble intéressé par des placements plus éthiques. Votre réseau, fortement investi dans une démarche de responsabilité sociale, propose des produits de placement labellisés « Investissement Socialement Responsable (ISR).**

À partir de l'annexe 2 et de vos connaissances :

5. Présenter les composantes de la responsabilité sociale de l'entreprise (RSE).
6. Identifier les enjeux de la RSE pour la banque.
7. Indiquer les motivations des clients pour des placements dans la finance durable.



Dans votre portefeuille clients, vous avez identifié des personnes en difficulté et notamment des majeurs protégés, qu'il convient d'accompagner.

Votre agenda vous indique que vous avez un rendez-vous avec Madame DALI, âgée de 70 ans et placée sous le régime de curatelle. Cette cliente est titulaire d'un compte de dépôt, d'un livret A et d'un contrat d'assurance vie d'un montant de 45 000 euros. Madame DALI souhaite récupérer l'intégralité des capitaux placés sur son contrat d'assurance vie. Vous êtes chargé d'étudier la faisabilité de sa demande.

8. À l'aide de vos connaissances, présenter le problème juridique de la situation exposée ci-dessus, les règles de droit applicables et la solution qui pourra être apportée.

Compte tenu de la situation économique actuelle, la Banque Centrale Européenne a décidé d'augmenter ses taux d'intérêt directeurs.

9. Afin de sensibiliser l'ensemble des collaborateurs, votre directeur vous demande de préparer, à partir des annexes 3 et 4 et de vos connaissances, une note structurée et argumentée dans laquelle vous présenterez les causes de l'inflation actuelle et ses conséquences sur les clients des banques, puis vous expliquerez en quoi la décision de la BCE d'augmenter les taux d'intérêt directeurs a des répercussions sur les différents agents économiques.

#### LISTE DES ANNEXES

Numéro	Libellé	Page
Annexe 1	La hausse du taux du livret A en huit questions	4
Annexe 2	Placements durables : généralistes, verts ou solidaires, décryptage des labels	5
Annexe 3	Quelles sont les causes de l'inflation actuelle ?	5 et 6
Annexe 4	Les gagnants et les perdants de la remontée des taux	6 et 7



## Annexe 1 : La hausse du taux du livret A en huit questions (extraits)

L'instrument d'épargne préféré des Français devrait voir sa rémunération passer de 1 % à 2 % au 1<sup>er</sup> août. Ce nouveau doublement du taux intervient six mois après celui acté en février dernier, dans un contexte de forte inflation. [...] Le taux du Livret A est revu tous les six mois. Son calcul est le résultat d'une formule qui fait la moyenne entre l'inflation des six derniers mois et le taux interbancaire. L'indice définitif des prix à la consommation de juin sera connu ce mercredi par la Banque de France, qui pourra alors réaliser le calcul et formuler dans la foulée une recommandation à Bercy. C'est le gouvernement qui décide et annonce ensuite le taux appliqué. Il peut se laisser un délai de quelques jours. Selon les dernières estimations de l'Insee, l'inflation s'élevait à 5,8 % en juin, soit une moyenne sur six mois de 4,46 %. Appliquée strictement, la formule donnerait un résultat de 1,94 %, a calculé le Cercle de l'Épargne, ouvrant droit à un taux de rendement de 2 % pour le Livret A comme pour le Livret de développement durable et solidaire (LDDS). Le livret d'épargne populaire (LEP), réservé aux ménages modestes, est calculé uniquement sur l'inflation [...] Deux doublements du taux en à peine six mois : l'événement est en effet inédit. Le passage de 1 à 2 % ferait suite à la multiplication par deux du taux en février dernier (de 0,5 % à 1 %). Il faut remonter aux années 1960 pour retrouver trace d'une multiplication par deux du taux. [...] L'augmentation du rendement devrait logiquement avoir un effet sur la collecte. C'est ce qui s'est passé dans les mois qui suivirent la hausse du taux survenue le 1<sup>er</sup> février dernier. La collecte est restée dynamique jusqu'en mai, portant l'encours total à 359 milliards d'euros, malgré une inflation galopante. [...] Avec l'inflation et la remontée des taux, la concurrence sur les produits d'épargne non réglementée repart de plus belle. [...] Certains acteurs ont déjà lancé l'offensive commerciale. C'est le cas de PSA Banque, le bras financier du constructeur auto Stellantis, qui vient de doper le rendement de son livret d'épargne pour passer de 0,5 % à 0,7 %, avec un taux de 3 % offert pendant 3 mois. Les banques pourraient être tentées de suivre le mouvement en augmentant à leur tour leurs livrets, dont le rendement moyen est quasi nul, à 0,09 % selon la Banque de France. [...] Si la hausse du Livret A est une bonne nouvelle pour les épargnants, la facture s'annonce salée pour les banques, qui centralisent 40 % de la collecte des fonds. Selon les estimations de l'agence Fitch, une augmentation de 100 points de base du taux leur coûterait près de 2 milliards d'euros. Cette somme s'ajoute au milliard d'euros dus après la hausse du mois de février (de 0,5 % à 1 %).

Au total, sur une année pleine, l'impact d'un Livret A à 2 % et d'un LEP autour de 4,5 % pourrait coûter plus de 3,6 milliards d'euros aux banques, soit environ 6 % des revenus de banque de détail du secteur. Les groupes les plus exposés sont La Banque Postale, qui détient un peu plus d'un quart des Livrets A, et les Caisses d'Épargne, acteur historique de l'épargne réglementée. Comme en février dernier, les banques ont tenté de faire valoir leurs arguments auprès des autorités pour limiter la hausse. « Mais face à la pente de l'inflation, on est clairement inaudible », reconnaît un banquier. Le coût de la ressource va également augmenter pour la Caisse des Dépôts, qui centralise 60 % des sommes collectées par les banques, via son fonds d'épargne. L'argent du Livret A a en effet pour mission principale de financer le logement social, l'une des prérogatives de la Caisse. Près de 100 000 logements sortent de terre chaque année grâce à cet argent, qui peut être prêté aux bailleurs sociaux.

Source : [www.lesechos.fr](http://www.lesechos.fr) - 13 juillet 2022

BTS BANQUE CONSEILLER DE CLIENTÈLE		Session 2023
Environnement économique, juridique et organisationnel de l'activité bancaire	Code 23BQE5ECO	Page 4/7



## Annexe 2 : Placements durables : généralistes, verts ou solidaires, décryptage des labels

Près de 900 produits d'épargne sont labellisés par un des trois principaux labels français : ISR, Greenfin et Finansol. Un record en Europe. Et des labels concurrents de nos voisins se sont aussi fait une place de choix dans l'Hexagone. Mais quelles garanties nous apportent ces « appellations contrôlées » ?

Pas toujours bien connus ni compris par les épargnants, les labels durables sont pourtant incontournables. Généralistes, verts ou solidaires, ils ont chacun leurs spécificités mais partagent un socle commun : l'obligation pour les produits d'épargne labellisés de prendre en compte des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) dans leur sélection, ainsi que l'engagement actionnarial. Mais sont-ils fiables ? Ils ont tous des processus de labellisation certifiés qui garantissent le respect de leur cahier des charges. En revanche attention, ils n'ont pas tous les mêmes exigences. En fonction des convictions de chacun, il faudra porter une attention particulière à leur méthodologie. [...]

Source : Camille Prigent - Les Echos - Publié le 14 juin 2021

## Annexe 3 : Quelles sont les causes actuelles de l'inflation ?

Les prix augmentent ! Le prix du litre de diesel est passé de 1,20 € à 2,15 €. Un caddie rempli de courses au supermarché coûtait 108 € en janvier 2021 ; il coûte désormais 120 € d'après le journal *La Voix Du Nord*. Changer de voiture est également plus onéreux : une Peugeot 208 vaut aujourd'hui 3 000 € de plus qu'il y a un an. D'après l'Insee, les prix à la consommation ont progressé en France de 5,2 % en mai. L'inflation s'établit à + 8,6 % aux États-Unis, + 7,9 % en Allemagne, + 9,1 % en Angleterre. Ce phénomène est donc mondial. [...]

La première explication de la hausse généralisée des prix se trouve probablement dans la très forte reprise économique après deux années de confinements successifs.

En effet, en 2020 et 2021, les ménages ont fortement diminué leur consommation du fait de la pandémie de Covid-19. De ce fait, ils ont accumulé un niveau d'épargne très important. Par exemple, fin 2021, les ménages français disposaient de plus de 300 milliards d'euros sur leurs comptes en banque. [...] Mais une fois la pandémie et les campagnes de vaccination terminées, la demande est très vite repartie. Les ménages ont tout de suite commencé à dépenser cette manne accumulée. Les consommateurs sont retournés au restaurant, ont voyagé de nouveau, refait leur intérieur, déménagé ou encore changé de véhicule.



Malheureusement, l'offre n'a pas suivi au même rythme. En effet, remettre en route une usine, recruter des serveurs ou encore transporter un container de l'Asie vers l'Europe prend du temps ! [...] Plus récemment, en 2022, ce phénomène que beaucoup pensait temporaire a été accentué par deux événements : la guerre en Ukraine et le re-confinement en Chine.

Le conflit russo-ukrainien a eu de nombreuses répercussions sur les prix des matières premières. Le cours du baril de Brent est passé de 77 \$ à 120 \$ les jours qui ont suivi le début du conflit. Le cours du gaz en Europe s'est envolé passant de 23 \$ en début d'année à 40 \$ aujourd'hui. Le cours du blé a atteint 430 € en mai contre 250 € en début d'année.

Pourquoi une telle augmentation ? Parce que la Russie et l'Ukraine sont d'importants producteurs de matières premières. La Russie est le deuxième exportateur de pétrole et le premier exportateur de gaz au monde. L'Ukraine, quant à elle, est un important producteur de denrées agricoles. [...]

De cette hausse des matières découle une hausse des coûts de l'ensemble des produits que nous consommons (nourriture, chauffage, transports etc.) que les industriels répercutent, autant que faire se peut, aux consommateurs finaux. [...]

Source : Nicolas Levrier - Banque privée Transatlantique Gestion - 05/07/2022

#### **Annexe 4 : Les gagnants et les perdants de la remontée des taux**

La hausse des taux d'intérêt enregistrée en quelques mois est assez impressionnante : la rémunération des emprunts à dix ans de la France, encore négative à l'été 2021, atteignait 2 % fin juin dernier. Il est logique de s'interroger sur les effets d'un tel durcissement sur le niveau d'activité, comme sur celui d'inflation. En particulier quand cette dernière provient essentiellement de la hausse du prix des matières premières. On sait qu'il faut alors faire fortement reculer la demande de biens et services, pour compenser la baisse de l'offre de biens et services qui résulte de la hausse des prix des matières premières.

Mais on s'intéresse insuffisamment, en revanche, aux effets redistributifs d'une telle hausse des taux : qui seront les gagnants et les perdants de la remontée, parmi les différents groupes d'agents économiques ? Si, comme cela se produit aujourd'hui, c'est une hausse des taux d'intérêt réels, c'est-à-dire corrigés de l'inflation, que ces acteurs doivent affronter, cela pénalisera en premier lieu les plus endettés d'entre eux (États, ménages, ou entreprises). On se rappelle en effet qu'une telle hausse, toutes choses égales par ailleurs, fait monter le taux d'endettement. Ce qui conduira les États à réduire leurs déficits budgétaires primaires (hors intérêts sur la dette publique), les ménages à diminuer leurs achats de logements à crédit, et les entreprises à moins investir. Cet effet serait toutefois lent dans les pays comme la France, où l'essentiel des dettes est à taux fixe : seuls les nouveaux emprunteurs seraient pénalisés.



Le marché du travail pourrait être le second concerné. Les analyses montrent en effet que les politiques monétaires expansionnistes font davantage baisser le taux de chômage des salariés peu qualifiés que celui des salariés qualifiés. C'est là un des buts des « politiques de la surchauffe », qui consistent à maintenir des programmes monétaires accommodants même quand le taux de chômage est bas, pour continuer à faire progresser l'emploi des peu qualifiés. On peut donc craindre qu'à l'inverse la remontée des taux d'intérêt soit défavorable à ce type de salariés.

La troisième conséquence à attendre de cette hausse des taux, qu'ils soient nominaux ou réels, est due à la structure de l'épargne détenue par les ménages, en fonction de leurs revenus. Les foyers modestes, qui placent surtout en produits obligataires peu risqués (Livret A, fonds en euros de l'assurance vie), obtiendront ainsi une meilleure rémunération. Tandis que les ménages aisés, qui épargnent surtout en actifs financiers plus risqués (actions, immobilier, obligations d'entreprises...), seront pénalisés par la hausse de la « prime de risque » associée à ces placements, elle-même due à la hausse des taux d'intérêt à long terme. Une telle remontée se traduisant alors par la baisse de valeur de ces actifs. Déjà à l'œuvre depuis le printemps 2022 pour les actions et les obligations d'entreprises, cette dévalorisation va aussi nécessairement se produire pour l'immobilier.

Enfin, certaines entreprises pourraient tirer leur épingle du jeu. À l'image des banques, pour une raison évidente : elles produisent des prêts à long terme (crédits immobiliers, ou d'investissement des entreprises), dont les taux vont progresser, et qui sont financés en grande partie par des dépôts de court terme non rémunérés. La situation des sociétés d'assurances est plus complexe.

En rendant le rendement de leurs fonds en euros plus attractif auprès des épargnants, la remontée des taux d'intérêt à long terme leur sera favorable. Mais il ne faudra pas qu'elle soit trop rapide, pour éviter que ces mêmes épargnants ne sortent de leurs vieux contrats d'assurance vie, investis dans d'anciennes obligations, qui reflètent donc les taux d'intérêt antérieurs, plus bas.

Au total, la remontée des taux d'intérêt à long terme (nominaux et réels) est, sans ambiguïté, mauvaise pour les États et la majorité des entreprises, et bonne, à condition de ne pas être trop rapide, pour les banques et les assurances. La situation des ménages est plus contrastée. Les plus modestes d'entre eux bénéficieront d'une meilleure rémunération de leur épargne, mais souffriront de la hausse du taux de chômage des travailleurs peu qualifiés. Les foyers aisés seront assez largement protégés de cette remontée du chômage, mais pâtiront du recul du prix des actifs financiers risqués.

Source : capital.fr - 27 juillet 2022

BTS BANQUE CONSEILLER DE CLIENTÈLE		Session 2023
Environnement économique, juridique et organisationnel de l'activité bancaire	Code 23BQE5ECO	Page 7/7